



Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

L'OMC doit commencer une « discussion franche et honnête » sur l'avenir

À la réunion formelle du 16 octobre du Comité des négociations commerciales (CNC), le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, a parlé franchement des risques auxquels sera désormais confrontée l'organisation si les membres ne réussissent pas à mettre en œuvre l'accord sur la facilitation des échanges (AFE). « [Traduction] J'ai promis de vous faire part franchement de mon évaluation, a-t-il déclaré, mais j'ai le sentiment que si la paralysie actuelle perdure, elle ne fera que diminuer l'institution – particulièrement sa fonction de négociation », a déclaré M. Azevêdo à l'ensemble des membres.

Les négociations multilatérales ont cessé depuis que l'Inde a refusé de signer l'AFE, le rendant solidaire d'une solution permanente sur la détention de stocks publics avant la fin de l'année. À Bali, les ministres avaient enjoint aux membres d'adopter le protocole de modification de l'AFE avant le 31 juillet 2014 et avaient élaboré un programme de travail détaillé qui devait démarrer le 31 décembre. Cependant, en raison de l'impasse actuelle, les deux décisions ministérielles ne seront probablement pas mises en œuvre, de dire M. Azevêdo.

Le président du CNC a pensé qu'un programme de travail nettement défini serait réalisable si l'on respectait le délai de l'AFE, ce qui aurait placé les membres dans une situation leur permettant de conclure l'accord du Programme de Doha pour le développement « assez vite ». Au lieu de cela, a-t-il ajouté, « [traduction] je suis désolé de dire qu'à mon avis, il est désormais peu probable que des modalités aussi détaillées et précises que le programme de travail soient prêtes d'ici la fin de l'année ».

La situation risque d'amener davantage de membres, et surtout les plus développés, à se retirer des négociations multilatérales et à s'engager dans d'autres « options non multilatérales » comme l'Accord sur le Partenariat transpacifique (PTP) et le Partenariat sur le commerce et

l'investissement transatlantique (TTIP) qui sont à leur disposition, mais également de les persuader d'examiner « d'autres pistes – à l'intérieur ou à l'extérieur de l'OMC », a mis en garde M. Azevêdo.

Cependant, pour ce qui est de l'AFE, les observateurs pensent qu'il reste toujours un petit créneau de conjoncture favorable si les dirigeants politiques de l'Inde, si l'on en croit certaines rumeurs, décident de se montrer plus flexibles et acceptent de s'acheminer vers l'adoption d'une proposition qui a jadis été déposée par les États-Unis, en l'occurrence de clarifier que la durée de la clause de paix durera jusqu'à ce que l'ensemble des membres soient parvenus à une entente sur une solution permanente pour la sécurité alimentaire. Cette solution proposée par les États-Unis exigerait par contre que l'AFE soit mis en œuvre immédiatement, a expliqué l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, M. Michael Punke, lors de la réunion du CNC. Ceci ne devrait pas poser problème, ont fait valoir certains fonctionnaires, puisque l'Inde a déjà commencé à mettre en œuvre des mesures pour faciliter le commerce par ses propres moyens.

Puisque l'Inde a rejeté la solution proposée par les États-Unis, l'ambassadeur Punke a demandé si « [traduction] une partie du travail qu'ont fait tant de personnes présentes dans cette pièce » peut être sauvée. « Nous avons tous de l'expérience des négociations à l'extérieur de l'OMC, mais nous sommes à un moment auquel les options préférées, du moins du point de vue des États-Unis, comporteraient de maintenir la facilitation des échanges à l'intérieur de cette organisation et de ne pas être acculés à envisager de conclure un accord hors de celle-ci », a-t-il déclaré.

Certains observateurs commerciaux ont milité pour que l'AFE soit transformé en un accord plurilatéral, auquel participerait une coalition de pays consentants, comme l'une des nouvelles voies devant être examinées pour aller de l'avant. Mais à la réunion du CNC, M. Azevêdo s'est abstenu de décrire quel cadre de négociation précis pourrait

être examiné si les membres restent dans l'impasse. Au lieu de cela, il les a exhortés à continuer d'avancer, en cherchant une voie pour sortir de l'impasse, pendant qu'ils faisaient une séance de réflexion sur les prochaines étapes.

« [Traduction] À mon avis, il s'agit de la seule option. Nous devons poursuivre notre travail », a-t-il déclaré à l'ensemble des membres.

Les membres abordent à présent une nouvelle phase, qui exigera une discussion honnête sur les prochaines étapes, en tenant compte des quatre questions sur lesquelles il faut se pencher plus particulièrement :

- 1) Comment procéder avec l'AFE et la sécurité alimentaire?
- 2) Que faire avec le reste du paquet de Bali (les huit décisions restantes, notamment l'administration des CT, le mécanisme de surveillance et le train de mesures pour les PMA)?
- 3) Que faire du délai pour le programme de travail de l'après-Bali (31 décembre) qui sera atteint dans environ huit semaines, et qui est considéré comme insuffisant pour élaborer un plan de travail détaillé pour l'année prochaine?
- 4) Comment la situation actuelle influe-t-elle sur le pilier des négociations de l'OMC?

« [Traduction] Il pourrait s'agir de la situation la plus grave à laquelle cette organisation a jamais été confrontée. J'avais mis en garde contre d'éventuelles situations dangereuses auparavant et exhorté les membres à prendre les mesures nécessaires pour les éviter. Je ne vous mets pas en garde aujourd'hui contre une situation éventuellement dangereuse – je prétends que nous nous y trouvons en ce moment même », a martelé M. Azevêdo.

La discussion sur ce qu'il s'agit de faire ensuite avec le paquet de Bali et la négociation sur le commerce multilatérale reprendra dès après la réunion du Conseil général du 21 octobre.

PROCHAINS ÉVÉNEMENTS

- Réunion des négociateurs principaux du PTP, 19-24 octobre, Canberra (à confirmer)
- Conseil général de l'OMC, 21 octobre, 10-12 décembre
- Conférence ministérielle du PTP, 25-27 octobre, Sydney (Australie)
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 10-11 novembre, Beijing
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC, 13-14 novembre
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre, Brisbane (Australie)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, poulet.ca, lesoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

